

Termes de référence (TdR) pour les achats de prestations de services d'une valeur inférieure aux seuils de l'UE

	Numéro de projet / unité de gestion :
Programme allemand de sûreté biologique – composante Sahel – Mission de consultance en vue de la sensibilisation de nos partena- naires sur l'importance de la Convention sur l'interdiction des armes/ biologiques et de les inciter à contribuer à la mise en œuvre effective dans leurs pays respectifs.	22.9004.7-003.00 G220

0. Contexte.....	3
0.1. Informations succinctes sur le projet	3
1. Tâches à exécuter par le. a contractant.-e.....	5
1.1. Exigences générales.....	5
1.2. Tâches et livrables	5
2. Caractère adéquat de la conception proposée	6
Conception technique et méthodologique.....	6
Gestion de projet du contractant.....	6
3. Qualification	6
4. Consignes de calcul.....	8
Activités.....	8
Jours de consultation	8
1 8	
Prise de contact et clarification des besoins et objectifs de l'atelier avec les partenaires lors d'une réunion virtuelle ;.....	8
01 8	
2 8	
Préparer les modules de l'atelier de sensibilisation sur la CIABT dans nos pays partenaires du Sahel ;	8
02 8	
3 8	
Animer un atelier de sensibilisation sur la CIABT et la promotion de sa mise en œuvre effective dans nos pays partenaires du Sahel (date et lieu à déterminer) ;	8
02 8	
Élaborer une note conceptuelle comprenant :	8
11 8	
Rédiger un rapport final (en français) à remettre à la GIZ au plus tard 14 jours avant la fin du contrat ;	8
01 8	
Au cas où l'atelier se déroulerait dans un pays autre que celui où réside l'expert ;	8
02 jours de voyage	8
17 jours de travail + 02 jours de voyage	9
19 jours	9
5.1 Contributions de la GIZ ou d'autres acteurs	9
6. Consignes relatives au format de l'offre.....	9

0. Contexte

0.1. Informations succinctes sur le projet

En raison de leur position géographique et stratégique, les pays du Sahel, tels que le Burkina Faso, la Mauritanie, le Mali, et le Tchad, sont confrontés à une variété de menaces sécuritaires. Les épidémies naturelles sont également présentes dans ces pays. Depuis la crise Ebola en 2014 et les nombreuses épidémies causées par des pathogènes émergents et ré-émergents, il est clair que le risque est toujours présent dans cette partie de l'Afrique. Il s'avère crucial de renforcer les capacités nationales de ces pays du Sahel à résister aux risques biologiques, car il existe un risque que les groupes terroristes diffusent intentionnellement des agents pathogènes hautement contagieux ou utilisent des agents naturels comme armes biologiques.

L'Allemagne a soutenu le Mali dans le renforcement des capacités de détection des pathogènes hautement contagieux (Projet de laboratoire mobile). Une unité de laboratoire mobile de pointe, mise au point par l'Institut de Microbiologie de la Bundeswehr (IMB), a été mise à disposition du ministère de la Santé et du Développement Social au Centre d'Infectiologie Charles Mérieux (CICM) à Bamako au Mali. Vu le succès de ce premier projet, le gouvernement allemand s'est décidé de proposer un deuxième projet semblable et de l'étendre aux autres pays du Sahel (Projet de coopération en matière de biosûreté avec les pays du Sahel : le Mali, la Mauritanie, le Burkina Faso et le Tchad). En 2017, un « Réseau de Biosûreté » a été créé dans le cadre de ce deuxième projet de coopération avec les cinq pays du Sahel. Ce Réseau de Biosûreté est une structure technique qui regroupe les institutions de recherche et laboratoires des ministères de la Santé des pays membres, qui sont chargés de lutter contre les épidémies causées par ces pathogènes dangereux. Il est fonctionnel et dispose d'un laboratoire mobile et d'une équipe d'intervention rapide (EIR) constamment formée, pouvant être déployée sur tout le territoire des pays membres.

Le ministère des Affaires étrangères allemand a à nouveau confié la mise en œuvre de la quatrième phase du projet (2023-2025) conjointement à l'Institut de Microbiologie de la Bundeswehr (IMB) et la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH. L'initiative allemande de renforcement des capacités et de responsabilisation vise à consolider les structures de sécurité dans les pays partenaires pour prévenir tout développement de crises sanitaires. L'initiative allemande vise aussi à améliorer les compétences et à responsabiliser les institutions de sécurité des pays partenaires, dans le but de prévenir toute menace de sécurité sanitaire. Il vise enfin à donner aux institutions partenaires fiables à l'échelle locale les moyens d'assumer une plus grande responsabilité par rapport aux intérêts sécuritaires nationaux afin de contribuer à la stabilisation des pays partenaires à long terme.

Le projet a été prolongé d'une prochaine phase 2023 - 2025, et pendant cette quatrième phase, nous allons poursuivre le renforcement des compétences de nos partenaires tout en les sensibilisant à l'utilisation sécurisée et responsable des matériaux biologiques.

Objectifs de la prestation

L'interdiction de l'utilisation de produits chimiques et biologiques en tant que moyen de guerre est l'une des règles les plus anciennes du droit humanitaire international. Et la pertinence de ce texte concernant "la prohibition de l'utilisation d'armes biologiques et de moyens bactériologiques" reste toujours d'actualité. En dépit de cette interdiction, la communauté internationale fait face à de nombreux défis liés à ces armes, tels que la possibilité d'une utilisation à mauvais escient des avancées scientifiques et technologiques, ainsi que l'érosion des obstacles technologiques qui entravent l'acquisition et l'utilisation de ces armes. Étant donné ces difficultés, il devient donc impératif de mettre en place une mise en œuvre complète et efficace de la Convention sur l'interdiction des armes biologiques (CIABT) au niveau national. Afin d'atteindre cet objectif, il est essentiel de sensibiliser nos partenaires du Sahel à la CIABT, puis de les soutenir dans sa mise en œuvre effective.

L'objectif de cette mission est de sensibiliser nos partenaires sahéliens (les points focaux) sur l'importance de la CIABT et de développer une note conceptuelle sur la manière dont nos partenaires pourront contribuer à la mise en œuvre effective de la Convention dans leurs pays respectifs.

Les Bénéficiaires :

- Institut National de Santé Publique (INSP) / Centre Muraz du Burkina Faso ;
- Institut National de Recherches en Santé Publique (INRSP) de la Mauritanie ;
- Centre d'infectiologie Charles Mérieux (CICM) du Mali ;
- Ministère de la Santé Publique et de la Prévention / Laboratoire de Biosécurité et des Épidémies (LaBiep) du Tchad ;

Résultats attendus à la fin de cette mission :

A la fin de cette mission :

- Nos partenaires du Sahel auront une meilleure compréhension des avantages liés à l'adhésion à la CIABT et une participation active aux activités qui se déroulent dans le cadre de celle-ci ;
- Nos partenaires du Sahel seront mieux outillés à renforcer la contribution de leurs différents pays et institutions respectifs à la mise en œuvre des dispositions de la CIABT ;
- Les points focaux du projet (directeurs des instituts) seront en mesure d'encourager leurs gouvernements respectifs à appliquer la CIABT ;
- Une note conceptuelle (stratégie/recommandations) visant à promouvoir la pleine application de la CIABT dans chacun des 04 pays au projet est élaborée ;

Pour atteindre ces objectifs, nous sommes à la recherche d'un. -e expert. -e / consultant. -e / spécialiste. -e des questions liées à la CIABT et/ ou aux risques biologiques pour animer un atelier de sensibilisation sur la Convention et élaborer une note

conceptuelle (assortie des recommandations) pour une mise en œuvre effective de la CIABT dans les pays partenaires. La GIZ fait appel au·à un·-e expert·-e / consultant·-e. / spécialiste·-e pour une durée de 19 jours de contrat dans la période du 01.10.2024 au 31.12.2024.

1. Tâches à exécuter par le·a contractant·-e

1.1. Exigences générales

Le/la consultant·-e travaillera en plus du gestionnaire du projet de la GIZ à Berlin, en étroite collaboration avec nos partenaires du Réseau de Biosécurité des laboratoires du Sahel.

La langue de travail et de rédaction des livrables sera **le français**.

Le·a consultant·-e sera responsable de la fourniture des prestations suivantes :

1.2. Tâches et livrables

- Prise de contact et clarification des besoins et objectifs de l'atelier avec les partenaires lors d'une réunion virtuelle ;
- Préparer les modules de l'atelier de sensibilisation sur la convention sur les armes biologiques dans nos pays partenaires du Sahel ;
- Animer un atelier de sensibilisation sur la CIABT et la promotion de sa mise en œuvre effective dans nos pays partenaires du Sahel (date et lieu à déterminer) ;
- Elaborer une note conceptuelle comprenant :
 - Des recommandations sur comment chaque institution partenaire peut s'impliquer et contribuer aux mesures de confiance (« confidence building measures (CBM) »), notamment à la rédaction du rapport annuel de la CIABT dans leur pays respectif ;
 - Une stratégie pour sensibiliser les autorités politiques dans nos pays partenaires afin de mobiliser la volonté politique pour une mise en œuvre effective de la CIABT ;
 - Pour le partenaire du Tchad (pays non-signataire de la convention), prendre en considération sa particularité et formuler des recommandations adaptées à son cas spécifique.
- Rédiger un rapport final (en français) à remettre à la GIZ au plus tard 14 jours avant la fin du contrat ;

2. Caractère adéquat de la conception proposée

Dans son offre, le/la soumissionnaire doit présenter *comment* il/elle entend réaliser les prestations énoncées au chapitre 1, le cas échéant en tenant compte d'exigences méthodologiques spécifiques supplémentaires (conception technique et méthodologique). Il/elle doit en outre décrire comment sera organisée la gestion du projet pour l'exécution de la prestation.

Conception technique et méthodologique

1. **Stratégie** : le soumissionnaire traite dans un premier temps les tâches définies dans le contexte des objectifs fixés pour les prestations objet de l'appel d'offres (voir le chapitre 0). Il présente et justifie ensuite la stratégie explicite qu'il entend mettre en œuvre pour fournir les prestations dont il aura la responsabilité (voir le chapitre 1).
2. Le soumissionnaire décrit les **processus** centraux des prestations relevant de sa responsabilité et élabore un plan de déroulement précisant comment seront réalisées les prestations visées au chapitre 1. Pour ce faire, il décrit notamment les étapes de travail requises et prend en compte les éventuelles étapes clés (jalons) et contributions d'autres acteurs telles que mentionnées au chapitre 1.
3. Le soumissionnaire expose et explique l'approche et la méthode qu'il mettra en œuvre avec les partenaires du projet pour le **pilotage** des mesures définies, ainsi que sa contribution au suivi des résultats.

Gestion de projet du contractant

Le. a soumissionnaire explique brièvement son approche et sa méthode pour la coordination avec le projet de la GIZ. II. Elle élabore un plan de travail et un calendrier.

La conception sera évaluée selon les critères suivants :

- Conformité de l'offre par rapport aux fonctionnalités demandées ci-dessus.
- Méthodologie apte pour le contexte régional et le contexte de la santé publique.
- Plausibilité de l'approche et procédure de pilotage des mesures avec les partenaires du projet.
- Approche et méthode de coordination avec le projet de la GIZ.
- Plausibilité du plan de travail et du calendrier.

3. Qualification

Les qualifications énumérées ci-après correspondent aux exigences

permettant d'atteindre le score maximum dans le cadre de l'évaluation technique.

Formation (3.1.1)

Diplôme / Master en Médecine, en Microbiologie/ Biologie en Management du Risque Professionnel / en Technologie Médicale ou équivalent.

Connaissances linguistiques (3.1.2)

Excellente maîtrise du/de français (parlé et écrit)

Expérience professionnelle générale (3.1.3)

Au moins 3 ans d'expérience en tant que responsable du service de sécurité biologique au sein d'une institution ou d'un organisme national, avec une expertise en microbiologie ;

Maîtrise de la Convention sur l'interdiction des armes biologiques et de ses dispositions pertinentes ;

Expérience professionnelle spécifique (3.1.4)

Au moins 3 ans d'expérience dans l'animation d'ateliers de sensibilisation à la Convention sur les armes biologiques et à la préparation et à la présentation de mesures de confiance ;

Une connaissance approfondie du guide de mise en œuvre de la Convention sur l'interdiction des armes biologiques ainsi que du rôle et des responsabilités d'une autorité nationale responsable de son application ;

Avoir une expertise dans l'analyse de l'état des lieux et de l'avancement de la mise en œuvre de la CIABT dans la région du Sahel, avec une expérience au moins dans un pays partenaire (Mali, Mauritanie et Burkina Faso) ;

Une expérience de travail avec les points de contact nationaux (NCP) responsables de la mise en œuvre de la convention sur les armes biologiques ;

Expérience régionale/connaissance du pays (3.1.5)

Une expérience de travail sur la CIABT dans au moins l'un des pays du projet au Sahel ;

Autres connaissances / compétences (3.1.8)

- L'utilisation performante des outils informatiques et de communication ;

- Des excellentes aptitudes pour les relations interpersonnelles et le dialogue en partenariat ;
- Excellentes capacités pédagogiques et andragogiques ;
- Aisance à parler en public ;
- Excellentes capacités d'organisation ;
- Excellente capacité de travailler autonome et en équipe ;
- Sens élevé de la responsabilité et l'esprit d'initiative.

4. Consignes de calcul

	Activités	Jours de consultation
1	Prise de contact et clarification des besoins et objectifs de l'atelier avec les partenaires lors d'une réunion virtuelle ;	01
2	Préparer les modules de l'atelier de sensibilisation sur la CIABT dans nos pays partenaires du Sahel ;	02
3	Animer un atelier de sensibilisation sur la CIABT et la promotion de sa mise en œuvre effective dans nos pays partenaires du Sahel (date et lieu à déterminer) ;	02
4	<p><u>Élaborer une note conceptuelle comprenant :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Des recommandations sur comment chaque institution partenaire peut s'impliquer et contribuer aux mesures de confiance (« confidence building measures (CBM) »), notamment à la rédaction du rapport annuel de la CIABT dans leur pays respectif ; ➤ Une stratégie pour sensibiliser les autorités politiques dans nos pays partenaires afin de stimuler la mobilisation de la volonté politique pour une mise en œuvre effective de la CIABT ; ➤ Pour le partenaire du Tchad (pays non-signataire de la convention), prendre en considération sa particularité et formuler des recommandations adaptées à son cas spécifique. 	11
5	Rédiger un rapport final (en français) à remettre à la GIZ au plus tard 14 jours avant la fin du contrat ;	01
6	Au cas où l'atelier se déroulerait dans un pays autre que celui où réside l'expert ;	02 jours de voyage

Total	17 jours de travail + 02 jours de voyage	19 jours
--------------	---	-----------------

5. Voyages et déplacements

Le/la consultant. -e calcule les frais de voyage et de mission sur la base des lieux de prestation indiqués et présente séparément les décomptes d'indemnités journalières, de frais d'hébergement, de frais de voyage par avion et d'autres frais de voyage (visa, etc.).

5.1 Contributions de la GIZ ou d'autres acteurs

Il est à noter que la valeur contractuelle couvre tout ce qui est frais de déplacement, logistiques ou frais du personnel supplémentaire etc. Il est prévu que la GIZ fournisse les prestations suivantes :

- Matériel d'information pour la préparation et la mise en œuvre.
- Contacts aux partenaires et aux acteurs pertinents.

6. Consignes relatives au format de l'offre

La structure de l'offre du/ de la soumissionnaire doit correspondre à celle des TdR. En particulier, la structure détaillée de la conception (chapitre 2) doit correspondre à la structure des critères pondérés (pour lesquels la valeur indiquée n'est pas 0) dans le schéma d'évaluation. L'offre doit être facile à déchiffrer (police de taille 11 ou supérieure) et être rédigée de manière aisément compréhensible. L'offre est établie en français.

L'offre dans son ensemble ne doit pas excéder 10 pages (hors CV).

Le CV du/ de la soumissionnaire proposé conformément au chapitre 3 des TdR doivent obligatoirement respecter le format indiqué dans les conditions de participation. Le CV doit se limiter à 4 pages. Il doit permettre d'identifier le poste et la fonction occupés par la personne proposée dans les projets pertinents et citer combien de temps cette activité a duré. Le CV peut également être établi en français.

En cas de dépassement du nombre maximal de pages indiqué, les contenus des pages supplémentaires ne sont pas pris en compte dans l'évaluation.

Veuillez calculer votre offre de prix de manière exacte sur la base des consignes énoncées au point 5 Consignes de calcul. Le contrat ne donne pas droit à l'utilisation complète des journées / déplacements, ateliers ou budgets dans leur totalité. Dans le contrat, le nombre de jours / déplacements / ateliers et/ou le montant des budgets sont convenus à titre de plafonds. Les prescriptions relatives à la fixation des prix figurent dans le bordereau de prix.

Étant donné que le contrat envisagé contient une obligation de résultat, nous vous prions de proposer vos prestations à un prix fixe forfaitaire incluant tous les coûts pertinents (honoraires, frais de voyage et de déplacement, etc.). L'offre de prix sera évaluée sur la base du prix forfaitaire figurant dans l'offre. Pour notre calcul interne des coûts et en vue d'éventuels marchés ultérieurs, nous vous prions également d'indiquer votre tarif journalier. Il n'est pas nécessaire de ventiler le prix en nombre de jours.